

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21988 - 81ÈME ANNÉE

Municipales 2026 au Port

JeanYves Langenier : « Je ne toucherai pas un centime de mes indemnités de maire »



Lors de sa conférence de presse de fin janvier, Jean-Yves Langenier, désigné par les communistes comme candidat du Rassemblement des Portois aux prochaines municipales, a donné une orientation claire sur un point... passé sous silence par presque toute la presse.

Il a assuré que sa candidature était totalement désintéressée, qu'il n'était guidé dans son action que par l'intérêt général et la nécessité de remettre la ville « sur ses pieds » dans plusieurs domaines. Et qu'à ce titre, s'il est élu, il n'a pas l'intention de percevoir ses indemnités d'élus.

C'est pourtant quelque chose d'assez rare pour être

souligné.

D'ailleurs, lorsqu'un élu du sud, rangé « à droite », avait fait il y a quelques années une annonce similaire, la presse en avait fait ses choux gras pendant des jours et des jours.

Cette pratique est, à La Réunion, essentiellement le fait du PCR qui l'a introduite dans les années 70 au Port.

Durant les mandatures de Paul Vergès, et jusqu'en 2014, la quasi totalité des élus communistes portois reversaient leurs indemnités d'élus à l'association de financement du PCR, déclarée en préfecture.

Il s'agissait pour tous d'un acte volontaire, militant. Ils n'avaient aucune obligation à le faire, d'où d'ailleurs quelques défections. Dans tous les cas, c'était le choix de l'élu.e.

Mais de notre point de vue, il y a une grande différence de comportement entre quelqu'un qui est élu pour servir sans chercher de contrepartie, et quelqu'un qui s'installe dans un système établi sans le remettre en question.

La plupart des élus, aujourd'hui, relèvent de cette deuxième catégorie et on ne peut pas dire que cela contribue à produire le meilleur...

C'est pourquoi il faut souligner cet engagement du candidat communiste du Port et espérer qu'il fera des émules.

Pascale DAVID
communication de Jean Yves Langenier

Pour préserver la stabilité stratégique mondiale

Xi Jinping a appelé à un renforcement de la coopération entre la Chine et la Russie

Face à une situation internationale de plus en plus instable, le président chinois Xi Jinping a appelé à un renforcement de la coopération entre la Chine et la Russie afin de préserver la stabilité stratégique mondiale. Les deux pays entendent défendre le multilatéralisme et le rôle central de l'ONU.

Dans un contexte géopolitique marqué par une montée des tensions et des incertitudes depuis le début de l'année, la Chine et la Russie sont appelées à renforcer leur coopération afin de préserver la stabilité stratégique mondiale. C'est le message central exprimé par le président chinois Xi Jinping lors d'une réunion virtuelle avec son homologue russe Vladimir Poutine.

Selon Xi Jinping, la situation internationale actuelle est devenue « de plus en plus turbulente », rendant nécessaire une coordination étroite entre Pékin et Moscou. En tant que grandes puissances responsables et membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, la Chine et la Russie ont, selon lui, une obligation particulière vis-à-vis de la communauté internationale. Cette responsabilité consiste à promouvoir l'équité et la justice dans les relations internationales et à contribuer activement à la paix et à la sécurité mondiales.

Le président chinois a également insisté sur l'importance de préserver les acquis de la victoire de la Seconde Guerre mondiale. Pour Pékin, ces acquis constituent le fondement de l'ordre international contemporain et ne doivent pas être remis en cause. À ce titre, Xi Jinping a souligné la nécessité de défendre fermement le système international centré sur l'Organisation des Nations unies, ainsi que les principes fondamentaux du droit international.

La coopération sino-russe s'inscrit ainsi dans une vision multilatérale des relations internationales, opposée à l'unilatéralisme et aux politiques de puissance. Les deux pays affirment leur volonté de jouer un rôle stabilisateur face aux crises régionales, aux conflits persistants et aux défis globaux tels que la sécurité stratégique, la gouvernance mondiale ou le respect de la souveraineté des États.

Cette rencontre virtuelle entre Xi Jinping et Vladimir Poutine illustre la solidité du partenariat stratégique entre la Chine et la Russie, qui ne cesse de se renforcer dans un environnement international jugé incertain et complexe. En mettant en avant la coopération, le respect du droit international et le rôle central de l'ONU, Pékin et Moscou entendent peser sur l'évolution de l'ordre mondial et défendre une vision qu'ils estiment plus équilibrée et plus juste des relations internationales.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

African SIDS Solutions and Investment Forum

Îles africaines : La Réunion oubliée de la transformation agroalimentaire

Du 3 au 5 mars 2026, la FAO organise à São Tomé un Forum consacré aux îles africaines. Mais une absence interroge et choque : celle de La Réunion, île africaine confrontée à un sous-développement persistant.

Du 3 au 5 mars 2026, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) tiendra à São Tomé le African SIDS Solutions and Investment Forum, un événement présenté comme stratégique pour l'avenir des petits États insulaires africains. Pendant trois jours, décideurs politiques, investisseurs, bailleurs internationaux et acteurs privés des îles africaines débattront de la transformation des systèmes agroalimentaires, de l'économie bleue et du financement climatique. Une ambition louable. Mais une réalité saute aux yeux : La Réunion est absente.

Le Forum réunira les représentants du Cap-Vert, des Comores, de la Guinée-Bissau, de Maurice, de São Tomé-et-Príncipe et des Seychelles. Ces territoires, qualifiés de Big Ocean States, font face à des défis bien connus : dépendance alimentaire, vulnérabilité climatique, fragilité des économies locales, pression sur les ressources naturelles. Autant de défis que La Réunion partage pleinement, et parfois de manière aggravée.

La Réunion, pays sous-développé

Île africaine de l'océan Indien, La Réunion subit pourtant des situations de sous-développement social persistantes : chômage de masse, notamment chez les jeunes, illettrisme encore présent, pauvreté structurelle, inégalités criantes, difficultés de mobilité et de transports qui pénalisent l'accès à l'emploi, à la formation et aux services essentiels. Ces réalités sont largement documentées, mais restent trop souvent invisibilisées derrière le vernis administratif de région ultrapériphérique de l'Union européenne.

La Réunion n'est ni européenne par sa géographie, ni pleinement intégrée aux dynamiques africaines

En se construisant exclusivement autour des États souverains, ce Forum révèle une limite politique majeure : l'exclusion des territoires africains non souverains des espaces de coopération régionale, alors même qu'ils subissent les mêmes contraintes, voire davantage. La Réunion n'est ni européenne par sa géographie, ni pleinement intégrée aux dynamiques africaines par les choix institutionnels qui lui sont imposés. Elle se retrouve ainsi enfermée dans un entre-deux qui freine son développement et l'empêche de bénéficier de coopérations Sud-Sud pourtant essentielles.

Cette mise à l'écart est d'autant plus problématique que La Réunion dispose d'atouts réels : recherche agronomique tropicale, savoir-faire en matière de politiques agricoles, expériences d'adaptation au changement climatique, structuration de filières locales. Autant de compétences qui pourraient enrichir les réflexions régionales et contribuer à des solutions adaptées aux îles de l'océan Indien et au-delà.

La Réunion est en Afrique

À travers ce Forum, la FAO affirme vouloir transformer les systèmes agroalimentaires des îles africaines et mobiliser des investissements durables, dommage que l'aliénation héritée de l'esclavage et de la colonisation exclut La Réunion de cette dynamique à cause du refus institutionnel de reconnaître une réalité : La Réunion est en Afrique, elle est donc une île africaine. Mais comment parler d'inclusion, de résilience et de coopération régionale en laissant de côté une L'absence de La Réunion n'est pas un simple oubli technique : elle pose une question politique fondamentale sur le droit des peuples insulaires à participer aux décisions qui concernent leur avenir alimentaire, économique et écologique.

M.M.

Oté

« Furcy né lib » in film Abd el Malik. Si i pass par koté zot i fo alé gardé

Sé tan issi mi fé pass dann nout zoinal in kozman tazantan dsi listoir in ga téi apèl Furcy é l'amenn in gran prossé kont bann blan la koloni Bourbon pou fé rokonète li lé éné lib — lo prossé la dir lontan par-la vinn-sètan é bann mète la pa arète amenn ali la vi dir pandan in bon koup de tan dann Bourbon mèm épi laba dann lil de Franss-(Moriss pou sak i gnor).

Astèr ni pé di dè mo dsi Abd Al Malik in rapèr, konpozitèr, interprete, mé galman in l'écrivain épi l'otèr épi aktèr dann sinéma avèk bann film konm : « Qu'Allah bénisse La France », « Les Justes » et le plus récent « Furcy né libre » nou l'aprè anparl zordi.

Pou kossa in film konmsa i doi intèrèss anou ? Pou plizyèr rézon : dabor pars Furcy lé né dann péi Bourbon épi li l'amenn in lite long épi difissil kont la sossyété kolonyal lil Bourbon avèk in famiye ultra-for sé la famiye Desbassyns. Pli zénéralman i fo alé rogarde film-la pars sa i pèrmète anou kass lo shéma d'in lésklavaz dou dann Bourbon konm in pé téi vé fé kroir anou(i vé fé kroir anou ankor zordi ?).

Lo kode noir té lo kode noir(sète 1685, épi sète 1724), lo bann pinission pou zésklav lété bann pinission, lo foué dawoir téi fé otan mal ké dann lé zot koloni..lanpalman bann zésklav lété l'anpalman. Bourbon ossi lo zésklav té mèb é son bann droi lété fèb parl pa. Dann lo film i antan in lésklavaziss domandé si in larmoir — lo mèb, le bien meuble — la fine fé in prossé.

Astèr mi pé dir azot sé in pti zanfan amwin l'amenn amwin oir film-la pars son profèssèr l'avé konsèye sa son klass aprésa pou fé in kontrandi.. Mi souètré toute bann marmaye lissé épi kolèj i gingn oir film-la si possib avèk in préparassion avèk zot profèssèr.. zot i panss pa kékshoz konmsa i doizète possib ? Mi panss oui mèm san bidzé d'léta

Mi souète in n'afèr konmsa pars fitintan in pé pliss nou rényoné nou téi obliye l'avé lésklavaz issi La Rényon é sa i fé parti nout listoir... Nout listoir trépé étidyé dann nout bann zékol é zordi tré pé koni par la majorité d'moune issi La Rényon... Konète son listoir sé konète par oussa son pèp la passé é sé konète galman landroi ni sava.

A bon antandèr salu !

Justin